

RDCongo/Politique

L'opposition dévoile son plan de bataille pour "le départ de Kabila"

AFP

Kinshasa/RDCongo

Meeting, journées "villes mortes", voire appel à la désobéissance civile sont ainsi prévus.

L'OPPOSITION congolaise a dévoilé samedi son calendrier d'actions "pour obtenir le départ" du président Joseph Kabila avec deux journées "villes mortes" les 8 et 9 août, des meetings le 20 août et un appel à la désobéissance civile à partir du 1er octobre, a constaté l'AFP.

Cette annonce a été faite à Kinshasa en clôture d'un "conclave" du "Rassemblement" de l'opposition vendredi et samedi.

Le président Kabila, au pouvoir depuis 2001, ne peut plus se représenter en vertu de l'actuelle Constitution et son deuxième mandat a officiellement pris fin le 20 décembre 2016.



Photo : AFP

Félix Tshisekedi et le "Rassemblement" de l'opposition viennent de dévoiler un calendrier d'actions "pour obtenir le départ" du président Joseph Kabila.

Le pouvoir doit organiser des élections d'ici à la fin de cette année, conformément à un accord (de la Saint-Sylvestre) conclu le 31 décembre sous l'égide de l'Eglise catholique. "Je n'ai rien promis du tout ! Je souhaite organiser des élections aussi vite que possible", a de son côté déclaré Joseph Kabila à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel en juin dernier.

L'opposition prévoit d'abord deux journées

villes mortes les 8 et 9 août dans l'ensemble de la République démocratique du Congo "en guise d'aver-tissement", a annoncé le rapporteur du "conclave", François Muamba, dans une déclaration publique. L'opposition prévoit en outre des rassemblements pour le 20 août dans les chefs-lieux des 25 provinces et quatre, de manière simultanée, dans la capitale Kinshasa (environ 10 millions d'habitants), a poursuivi le

rapporteur devant plusieurs centaines de personnes.

"A défaut d'avoir convoqué le corps électoral le 30 septembre, Joseph Kabila ne sera plus reconnu président de la République à partir du 1er octobre", a lancé le rapporteur qui s'exprimait du siège du parti historique d'opposition UDPS de la famille Tshisekedi, dans le quartier de Limete.

Les quelque 70 millions de Congolais seront alors invités à ne plus payer leurs taxes et redevances dues à l'Etat ni leurs factures d'électricité et d'eau aux deux sociétés d'Etat qui en ont le monopole.

Fils de l'opposant historique Etienne Tshisekedi mort le 1er février à Bruxelles, Félix Tshisekedi a appelé en lingala (l'une des quatre langues nationales) "policiers et militaires à ne plus respecter des ordres mal donnés notamment pour tuer des Congolais".

Félix Tshisekedi a par ailleurs accusé le président Kabila de "prendre en otage" le corps de son père qui n'a toujours pas été rapatrié faute d'accord entre la famille et les autorités sur l'organisation des obsèques.

De précédentes journées de manifestations à l'appel de l'opposition contre le maintien du président Kabila au pouvoir avaient fait des morts en septembre et en décembre 2016. Samedi toujours, un "Conseil national de suivi de l'accord" (CNSA) de la Saint-Sylvestre s'est réuni pour la première fois sous la tutelle des présidents de l'Assemblée et du Sénat, a annoncé la Radio-télévision nationale congolais (RTNC).

"Nous ne sommes pas concernés par sa mise en place", a déclaré le rapporteur du "conclave" de l'opposition. L'Eglise catholique ne participe pas non plus aux travaux du CNSA.

Etats-Unis-Russie/Diplomatie

Le Congrès va voter des sanctions contre Moscou

AFP

Washington/Etats-Unis

De quoi lier les mains du président Trump.

UN accord de principe a été trouvé ce week-end au Congrès américain pour voter cette semaine de nouvelles sanctions contre la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. La Maison Blanche semblait encline hier à soutenir l'initiative. Le Sénat avait adopté dans une quasi-unanimité le 15 juin une proposition de loi de sanctions contre la Russie et contre l'Iran, mais le texte était depuis bloqué à la Chambre des représentants, où les négociations ont finalement abouti sa-

medi. La Chambre votera demain sur une loi sanctionnant non seulement la Russie, notamment pour son ingérence présumée dans la campagne présidentielle américaine et le rattachement de la Crimée, et l'Iran, mais également la Corée du Nord en raison de ses récents tirs de missiles balistiques.

Le texte faisait l'objet de résistance de la part de la Maison Blanche car il vise à lier les mains de Donald Trump pour l'empêcher, éventuellement, de lever des sanctions existantes contre Moscou.

Le président américain, soupçonné de sympathies pour Vladimir Poutine, serait ainsi placé de facto sous surveillance du Congrès.

Face au quasi-consensus au Congrès, la Maison Blanche a fait part de son soutien de principe hier. "Nous soutenons la législation actuelle, et nous continuerons à travailler avec la Chambre et le Sénat pour imposer ces sanctions sévères contre la Russie, jusqu'à ce que la situation en Ukraine soit pleinement résolue", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Sarah Sanders sur la chaîne ABC.

Mais le directeur de la communication Anthony Scaramucci, sur une autre chaîne, n'était pas aussi catégorique. Il n'a pas dit clairement si Donald Trump promulguerait la mesure si elle était adoptée.

"Il n'a pas encore pris la décision de signer la loi ou

non", a-t-il dit sur CNN. Même s'il s'opposait, le Congrès pourrait surmonter son veto avec une majorité de deux tiers.

"S'il met son veto, nous surmonterons son veto", a assuré le sénateur démocrate Ben Cardin sur Fox, certain que la loi serait in fine adoptée à une très large majorité.

Une fois adoptée à la Chambre, le Sénat revotera, sans doute avant les vacances de la mi-août.

En Europe, cette initiative unilatérale du Congrès américain inquiète. Un porte-parole de la Commission européenne a souligné que la loi en préparation "était motivée principalement par des considérations intérieures". "Les sanctions fonctionnent le mieux quand elles sont

coordonnées", a-t-il mis en garde. "Actuellement, nos régimes de sanctions sont coordonnés", a-t-il ajouté, en s'inquiétant que les nouvelles sanctions américaines aient des "conséquences non désirées".

En particulier, Berlin avait protesté contre l'inclusion dans le projet de sanctions initial de sanctions contre un projet de gazoduc Nord Stream 2, qui doit relier la Russie à l'Allemagne, en passant par la mer Baltique.

Le chef de la majorité de la Chambre, Kevin McCarthy, a fait allusion à ces inquiétudes en notant que le texte, qui n'est pas encore publié, maintiendrait "l'accès de nos alliés européens à des ressources énergétiques importantes à l'extérieur de la Russie".

• A la Maison Blanche

Le nouveau chef de la communication promet un grand ménage

AFP

Washington/Etats-Unis

LE nouveau directeur de la communication de la Maison Blanche Anthony Scaramucci a promis hier un nouveau départ au sein de l'équipe du président américain, tout en menaçant sans équivoque ceux qui parlent à la presse sans autorisation.

"Je vais prendre des mesures spectaculaires pour arrêter ces fuites", a déclaré Anthony Scaramucci sur la chaîne Fox, deux jours après sa nomination par Donald Trump, duquel il dépend directement.

"Si les fuites ne s'arrêtent pas, je vais réduire le nombre de collaborateurs car ce n'est bien", a-t-il dit. "Il se passe des choses à la

Maison Blanche que le président n'aime pas, et nous allons y mettre un terme". Il a été encore plus clair sur une autre chaîne. "S'ils veulent rester, il va falloir qu'ils arrêtent les fuites", a-t-il dit sur CBS. "S'ils continuent à faire des fuites, je licencierai tout le monde".

Ce grand ménage fait sans doute partie de la lettre de mission du nouveau com-

municant en chef, le président américain étant depuis ses premiers jours à la Maison Blanche particulièrement irrité par les fuites à répétition de ses collaborateurs, qui racontent par le menu dans les médias, anonymement, les dissensions internes, les problèmes de coordination et les discussions privées du chef de l'Etat. M. Scaramucci dirige la

stratégie de communication de l'exécutif, tandis que la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, est chargée des interactions quotidiennes avec les médias.

"La bonne nouvelle est que c'est un nouveau départ pour tout le monde", a ajouté ce vétéran de Wall Street. "Je veux avoir de bonnes relations avec les médias traditionnels".

L'Afrique en bref

• Angola/Elections. La campagne est lancée

La campagne des élections générales du 23 août a officiellement débuté samedi en Angola avec un grand meeting de l'Unita, le principal parti d'opposition, un scrutin qui doit marquer la fin du règne du président Jose Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 38 ans. Il laisse la place son dauphin, le vice-président du MPLA, Joao Lourenço.

• Burundi/Manifestation. "Démonstration de force" des "Imbonerakure"

La ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi, que l'Onu qualifie de milice, s'est livrée samedi à une "démonstration de force" lors de sa première grande manifestation dans la capitale Bujumbura. Des milliers de jeunes "Imbonerakure" ("Ceux qui voient de loin" en kirundi) ont sillonné les rues de Bujumbura en marchant ou en courant au rythme de chansons à la gloire du président Pierre Nkurunziza que déversaient des haut-parleurs montés sur des camionnettes.

• Centrafrique/Troubles. A nouveau des violences dans le sud-est

De nouvelles violences ont éclaté à Bangassou dans le sud-est de la Centrafrique, deux mois après les tueries du mois de mai, a indiqué samedi la Mission des Nations unies pour la Centrafrique (Minusca). "Vendredi, une patrouille de Casques bleus s'est fait tirer dessus. Les Casques bleus ont riposté, avec un mort (parmi les assaillants)", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la Minusca, qui attribue ces heurts à des groupes armés anti-Balaka pro-chrétiens.

• Libye/Conflit. Rencontre Sarraj-Haftar à Paris ?



Photo : AFP

Les deux principaux protagonistes de la crise en Libye, le chef du gouvernement d'union nationale (GNA) Fayeza al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar, devraient se rencontrer demain à Paris, sous les auspices du président français Emmanuel Macron, selon des informations de presse. Fayeza al-Sarraj (photo), soutenu par l'Onu et l'Occident, et son rival, le maréchal Khalifa Haftar, se sont rencontrés début mai à Abou Dhabi et, précédemment, en janvier 2016, peu après la désignation de M. Sarraj à la tête du GNA.